

# A un an du scrutin local, la chasse aux candidats d'ouverture est lancée

- ▶ Les élections locales permettent à des représentants de la société civile de participer à la vie politique.
- ▶ Les partis savent que ces candidats peuvent leur rapporter gros.

Candidate citoyenne sur la liste Ecolo en 2012, et élue. Echevine de l'Environnement, du Logement et de l'Enfance en 2015. Désignée tête de liste aux communales en 2017. Et peut-être bourgmestre d'Ottignies-Louvain-la-Neuve en 2018 à la suite de Jean-Luc Roland. Julie Chantry a le profil parfait de la candidate d'ouverture à qui tout réussit : une implication personnelle qui se transforme en destin politique.

A un an des élections communales, les forces en présence dans les 262 communes wallonnes et les 19 communes bruxelloises commencent à prendre position. Le paysage politique local voit surgir de très nombreuses alliances hétérogènes, des formations de circonstance, des listes qui relayent des intérêts de clocher, respectables mais sans impact sur les grands équilibres entre gauche et droite. Elles s'autoproclament parfois « listes citoyennes » en opposition aux listes partisanes.

L'ouverture du processus électoral à la société civile a dépassé l'effet de mode pour devenir un phénomène qui structure l'offre politique. A tous les niveaux : Emmanuel Macron s'en est revendiqué lors de son élection, puis à l'occasion des législatives et de la constitution de son gouvernement.

Les citoyens ont peu de chance de l'emporter s'ils engagent un bras de fer isolé avec des formations « professionnelles » qui peuvent compter sur des militants, des structures organisées et une expérience des campagnes. On en retrouve beaucoup sur des listes constituées à l'échelle d'une commune ou autour d'un maieur. On a droit parfois à la présence de « stars » locales qui doivent affoler le compteur des voix. En 2012 : le chanteur Lou De Prijcke, la présentatrice Nathalie Winden, Mbo Mpenza ou Philippe Saive, et même Denis Collard, le Mon-

sieur Météo de la RTBF...

Mais beaucoup de ces figures en quête de popularité électorale préféreront parfois rejoindre des listes traditionnelles en espérant peser sur les programmes et les projets. Des listes qui, de leur côté, recherchent les candidats de qualité qui leur font défaut ou qui veulent montrer leur intérêt pour « les vraies gens »...

## Un clivage gauche-droite

C'est le cas de Julie Chantry, revenons-y : « En 2012, Ecolo est venu me chercher, je n'avais jamais fait de politique. Il fallait compléter la liste et j'avais le bon profil. On connaissait mon engagement social. Je m'intéressais depuis toujours à la politique locale. Ecolo, c'est dans mes convictions. La dimension communale est géniale : on identifie les problèmes concrets, on peut y apporter des solutions. J'ai donc franchi le pas. »

A l'occasion des communales de 2012, ce mariage entre « politiques » et « civils » sous une étiquette commune a été étudié par des chercheurs de l'ULB, de l'UCL et de l'ULg qui ont mené une étude inédite sur le scrutin de proximité (1). Ce travail de fourmi sera à nouveau mené en 2018, ce qui permettra les comparaisons. Mais que retenir déjà à ce stade ?

Tout d'abord, les partis traditionnels ne s'ouvrent pas systématiquement à des candidats d'ouverture : moins d'une liste sur deux y a eu recours il y a six ans. Ensuite, tous les partis ne s'engagent pas dans cette voie avec la même intensité, comme le montre notre infographie. Les chercheurs le soulignent : « Il existe un clivage gauche-droite en ce qui concerne l'ouverture des listes, les partis de gauche tendant à ouvrir davantage leurs listes que les partis de droite. »

La belle histoire de Julie Chantry est ici aussi assez exemplaire : « Ecolo ouvre ses listes plus que

tous les autres partis. Le PS présente une probabilité plus basse de 25 % de faire figurer ces candidats sur ses listes. Pour le CDH, on est à 52 % et pour le MR à 54 % de chances inférieures. » Aucun parti ne fait réellement barrage à des initiatives qui sont de la responsabilité des instances locales.

Du coup, les candidats d'ouverture sont partout. A Molenbeek, la bourgmestre Françoise Schepmans (MR) en veut sur sa liste d'obédience libérale. A Ixelles, Christos Doukeridis (Ecolo) en comptera quelques-uns à sa suite. Dans l'arrondissement de Mons-Borinage, le PS compte s'ouvrir à des non-affiliés dans chacune des treize communes. A Huy, Christophe Collignon ouvrira portes et fenêtres de la liste PS à d'autres sensibilités. A Bastogne, MR et PS s'unissent contre Benoît Lutgen : la présence de la société civile à leurs côtés est souhaitée. Et ce ne sont que quelques exemples pris dans l'actualité récente.

## Entre 2 et 4 % de bonus

L'ouverture à des citoyens « ordinaires » se justifie de différentes manières. Le besoin de « bourrer les listes » se fait parfois sentir, notamment dans les communes de petite taille. Les partis veulent parfois illustrer la grande hétérogénéité de la population : jeunes et vieux, personnalités représentatives des communautés d'origine étrangère, notamment en région bruxelloise. L'étude universitaire recense aussi le souci « d'ouverture aux membres actifs de la vie associative communale, à des dissidents d'un autre parti ou à des membres d'un parti qui ne se présente pas. »

Un sentiment domine à un an du scrutin communal : la place de la société civile sur les listes électorales communales semble devoir aller crescendo. Un bon signe à une époque où règnent le populisme et la critique stérile de l'action politique. Mais ne soyons pas dupes : les partis se donnent

bonne conscience en s'intéressant aux hommes et aux femmes de la rue. Leur apport peut s'avérer substantiel : l'étude UCL-ULB-ULg l'évalue à « en moyenne 2 à 4 % de voix supplémentaires ».

Prudence toutefois : « Peu de candidats d'ouverture parviennent à se faire élire ! » L'apport en voix profite surtout aux... partis. Avec Julie Chantry, Ecolo a tiré le gros lot à Ottignies : « Les circonstances ont voulu que je puisse devenir échevine. Je suis désormais une professionnelle de la politique affiliée à Ecolo. Je suis très motivée, encore jeune dans le métier. » La locale des verts n'a pas été aveugle : elle a confié la tête de liste à l'ancienne candidate d'ouverture pour 2018, dans une commune qui est aux mains d'Ecolo depuis 12 ans... Sacré challenge ! ■

ERIC DEFFET

(1) Les élections communales de 2012 en Wallonie, Régis Dandoy, Jérémie Do-deigne, Geoffroy Matagne et Min Reuchamps, éditions Vanden Broele.

## 1.012

En Wallonie, lors des élections communales de 2012, un total de 1.012 listes et de 19.675 candidats se sont présentés aux électeurs des 262 communes. Souvent, les bulletins de vote sont riches de sigles d'intérêt local, mais même à ce niveau, les formations politiques traditionnelles sont les plus représentées : 691 listes sur 1.012.

## 290

Combien de listes traditionnelles s'appuient-elles sur une stratégie d'ouverture ? En 2012, les auteurs de l'étude sur le scrutin communal en avaient dénombré 290. Encore faut-il nuancer : parmi les listes nationales « pures » (PS, MR, CDH, Ecolo, sans fioriture), seules 35,4 % d'entre elles s'étaient ouvertes à des candidats non affiliés.

## CONSEILS D'AMI

## Petit guide pratique

► **Le jeu d'équipe tu pratiqueras.** On est venu vous chercher ? On compte sur vous ? Bravo ! Mais vous ne serez pas

seul sur la liste. Vanter vos qualités, d'accord. Jouer « perso » ? Gare au retour de bâton ! Et à l'isolement...

► **La prudence tu privilégieras.** Etre candidat, c'est défendre des valeurs, un programme et distiller des éléments de langage pensés en haut lieu. L'improvisa-

tion conduit au dérapage assuré.

► **Sans illusions tu seras.** Candidat, c'est bien. Elu, c'est mieux, et rien n'est garanti. Des plus populaires ont été recalés. Et des lauréats d'un jour ont vite déchanté.

E.D.

## Herve Pour défier Jeholet, Schyns fera appel aux citoyens

Le 14 octobre 2018, la bataille politique de Herve vaudra la peine d'être vécue. Le débat local se concentre autour de l'opposition entre deux figures politiques importantes : Pierre-Yves Jeholet (MR) et Marie-Martine Schyns (CDH). Le libéral est désormais ministre wallon, la démocrate humaniste est ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Par partis interposés, ils sont autant alliés qu'adversaires à ces niveaux de pouvoir, après le grand chambardement de l'été.

Le dernier scrutin local avait été rude pour le CDH et Marie-Martine Schyns : une chute dans les résultats (de 37,6 à 25,3 %) et un renvoi dans l'opposition. A la tête

d'une liste « Herve Demain », Pierre-Yves Jeholet pouvait triompher : de 38 à 52,3 %, et le maïorats servi sur un plateau. Pour tenter d'inverser la tendance, la ministre de l'Enseignement a décidé de changer son fusil d'épaule : pour 2018, le sigle CDH s'efface, c'est une liste « Ensemble pour Herve » qui se présentera aux électeurs, et elle fera une large place aux candidats d'ouverture.

« La réflexion pour associer des

citoyens à notre démarche avait déjà été lancée en vue des communales de 2012 », souligne Marie-Martine Schyns. Mais nous ne l'avions pas menée à son terme. Depuis lors, notre groupe de conseillers communaux est rejoint

par des gens, et surtout des jeunes, qui demandent quelles sont nos intentions. Nous avons donc décidé de nous ouvrir à leurs attentes, de travailler avec eux pour rédiger le programme. Nous avons entrepris une tournée des villages de l'entité pour partir à leur rencontre. »

La ministre fait le lien avec le pacte d'excellence qui doit transformer l'école : « Dans les deux cas, la démarche participative est privilégiée, avec la volonté de créer du lien entre les gens, les associations et les mouvements locaux. » Et le premier bilan est globalement positif : « A notre niveau, c'est une nouvelle manière de pratiquer la politique. Nous ne travaillons plus en cercle fermé. C'est chronophage : un an de travail. Mais cela en vaut vraiment la peine. »

### Adhérer au projet d'abord

Combien de candidats d'ouverture sur cette liste qui gardera le

goût du CDH, mais sans l'étiquette ? « Trop tôt pour le dire, résume la ministre. Des gens actifs dans la commune nous disent : pourquoi pas ? En tout cas, on ne nous ferme pas la porte au nez. Les gens s'intéressent à notre démarche via les réseaux sociaux, c'est déjà ça. »

De son côté, Pierre-Yves Jeholet, désormais bourgmestre empêché, observe ce changement tactique avec sérénité. Sa liste « Herve Demain » a déjà fait et fera encore la part belle à des citoyens qui n'ont pas la carte du MR. Mais le parcours est différent : « Je me suis installé à Herve en 1999. En face du PS et du PSC d'alors, il y avait une liste d'intérêt communal, je l'ai rejointe. Et je peux vous dire qu'elle n'était pas uniquement constituée de libéraux ! D'élection en élection, elle s'est sans doute rapprochée du MR, mais nous ne demandons pas leur carte d'affiliation à nos candidats. C'est l'adhésion au projet local qui compte. »

Dans un an, ce sera donc Schyns contre Jeholet et « Ensemble pour Herve » contre « Herve Demain ». Que le (la) meilleur(e) gagne ! ■

E.D.

### Pourcentage de listes avec candidats d'ouverture aux communales de 2012 en Wallonie



LE SOIR - 13/10/17

## 2018 « Il s'agira de ne pas se louper »

### ENTRETIEN

Jérémy Dodeigne, professeur de science politique à l'UNamur, compte parmi les auteurs de l'étude sur les élections communales de 2012 en Wallonie. Il s'apprête à travailler sur le scrutin du 14 octobre 2018.

**Comment qualifier le phénomène des candidats d'ouverture sur des listes traditionnelles ?**

*Il n'est pas anecdotique : 42 % de ces listes étaient concernées en 2012. Mais nous n'avons pas de chiffres pour les scrutins plus anciens. D'où l'intérêt du travail que nous allons mener l'an prochain : le phénomène aura-t-il tendance à s'amplifier ?*

**Quel est votre pressentiment ?**  
*Mon appréciation est contradictoire. D'une part, on peut*

*imaginer que les circonstances pousseront les partis à s'ouvrir davantage encore à des candidats en provenance de la société civile. Le véritable « bashing » à l'égard du monde politique risque en effet de compliquer la tâche de ceux qui sont chargés de composer les listes : les militants y réfléchiront à deux fois. On peut imaginer aussi que des partis voudront en profiter pour « mouiller » les citoyens dans le processus électoral. En Wallonie, les règles sur le décu- mul vont aussi influencer la constitution des équipes.*

**Et d'autre part, donc ?**

*D'autre part, les élections communales auront lieu quelques mois avant les élections générales. Pour les partis traditionnels, il s'agit d'abord de ne pas « se louper ». Les communales*

*seront un véritable test. Le choix des candidats ou le nom donné à la liste seront plus stratégiques que d'ordinaire. S'ouvrir à des représentants de la société civile peut redorer un*

*blason à l'intention de l'électorat, mais cela peut aussi brouiller le message en vue de l'échéance suivante. Je penche de manière générale pour une très forte « nationalisation » du scrutin local de 2018. Les partis voudront peut-être tester des jeunes qui affichent leurs couleurs en vue d'autres échéances ou retenir des personnalités qui évoluent déjà en orbite des partis.*

**Comment expliquer le recours à des candidats d'ouverture pour des partis qui comptent de nombreux membres ?**

*N'imaginez pas qu'il est tou-*

*jours simple de coucher une liste sur le papier, notamment avec les exigences de parité entre les sexes. Parfois, dans les petites communes notamment, il faut boucher des trous parce que présenter une liste incomplète, cela ne fait pas toujours sérieux. On constate en outre que les candidats d'ouverture émergent surtout en cas de compétition très marquée : l'opposition veut montrer qu'elle travaille autrement et qu'elle dispose d'une implantation locale forte tandis que la majorité cherche à prouver qu'elle n'est pas repliée sur elle-même.*

**Mais pour quel résultat ?**

*Un gain moyen de 2 à 4 %, ce n'est pas négligeable. Parfois, cela suffit à créer une majorité ou des possibilités d'alliance. ■*

Propos recueillis par  
E.D.

### DANS LE HAINAUT

## Mons en Mieux !, on a vu pire

En fin communicateur qu'il est, Georges-Louis Bouchez distillera au cours des prochains mois les informations sur la liste d'ouverture qu'il mènera lors des prochaines élections communales à Mons. On savait déjà que Richard Miller, figure du

libéralisme, apporterait sa caution au projet en se plaçant en ordre très utile parmi les candidats. Le nom d'une première figure « hors MR » prête à suivre l'ancien échevin dans sa conquête du pouvoir est attendu pour la semaine prochaine. Ce vendredi, c'était l'heure du nom de la liste et du logo. L'équipe conduira la bataille de Mons sous le sigle « Mons en Mieux ! », un

slogan qui sera décliné à travers les dix-neuf anciennes communes qui composent le chef-lieu du Hainaut. On pouvait craindre le pire avec des appels éculés au « rassemblement », à une « union » contre le tout-puissant PS qui dirige la ville depuis 1953. Ce « Mieux » évoque au moins un projet pour la ville (il sera révélé au printemps prochain) et évite

le piège de la formule revancharde à l'égard de la majorité en place. Bouchez s'est appuyé sur le groupe MR du conseil communal, puis sur la section locale du parti pour faire valider l'ouverture. La liste de 45 noms devrait rassembler un tiers de libéraux pur jus, un tiers de personnalités en provenance d'autres formations politiques (des tentatives de débauchage

ont visé des échevines) et un tiers de représentants de la société civile. « Notre choix est de présenter un projet plus large que celui d'un parti, précise l'ex-député wallon. Beaucoup veulent se battre pour cette ville, mais pas sous une étiquette partisane. Un parti, c'est exclusif, réducteur, il faut dépasser ces frontières au profit des gens qui pensent comme nous. »

E.D.